

# PALANTIR & LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

*Synthèse des reproches citoyens — du moins grave au plus grave*

**Contexte :** Depuis 2016 (contrat initial de 10 M€ signé à la suite des attentats de 2015), la DGSI — service de contre-espionnage français — utilise les logiciels de Palantir Technologies, entreprise américaine cofondée par Peter Thiel (soutien de Trump) et Alex Karp, issue du financement de la CIA via le fonds In-Q-Tel. Le contrat a été renouvelé en 2019, 2022 et décembre 2025 (pour trois ans supplémentaires, jusqu'en 2028), chaque fois présenté comme « transitoire ».

## Reproches classés du moins grave au plus grave

### 1. Dépendance technologique et absence de transparence

- Malgré des discours répétés sur la « souveraineté numérique », aucune solution française ou européenne n'a été développée en dix ans pour remplacer Palantir. Le gouvernement n'a fourni aucun bilan public des tentatives alternatives.
- La Suisse, après évaluation approfondie, a refusé Palantir précisément pour les risques liés au contrôle des données. La France a fait le choix inverse sans débat parlementaire substantiel.

### 2. Risque d'accès américain aux données sensibles (Cloud Act)

- Le Cloud Act américain (2018) autorise Washington à exiger l'accès aux données détenues par toute entreprise soumise au droit américain, même hébergées en France. Palantir, entreprise américaine cotée au NYSE, est pleinement soumise à cette loi.
- Des militants des droits humains, opposants politiques ou journalistes français pourraient en théorie figurer dans les bases de données de la DGSI traitées par Palantir — et donc accessibles aux services américains.
- Palantir a été fondée avec le soutien direct de la CIA et ses clients historiques incluent la NSA, le FBI, l'armée américaine. L'étanchéité réelle des données françaises face à ces entités ne peut être garantie.

### 3. Surveillance de masse et atteintes aux libertés fondamentales

- Amnesty International et Privacy International classent Palantir parmi « les entreprises de surveillance les plus secrètes et opaques au monde », l'accusant de pratiques de surveillance de masse sans consentement éclairé des citoyens.
- Le logiciel permet une cartographie potentielle de la vie de chaque citoyen (croisement de données financières, téléphoniques, sanitaires, sociales). Son déploiement par une structure régaliennne sans contrôle démocratique indépendant constitue un risque structurel pour les libertés civiles.
- Des enquêtes du New York Times et de Wired ont mis au jour des projets confidentiels de fichage de masse de citoyens américains menés avec les outils Palantir. La logique de ces outils est transposable à n'importe quelle démocratie utilisatrice.

### 4. Implication dans la manipulation électorale (Cambridge Analytica)

- Des employés de Palantir ont travaillé directement sur les données Facebook illégalement récoltées par Cambridge Analytica — données utilisées pour manipuler les élections américaines de 2016 et le référendum Brexit.
- Des documents internes révèlent qu'un employé de Palantir a proposé une stratégie de désinformation contre WikiLeaks et des journalistes d'investigation, dont le lauréat du prix Pulitzer Glenn Greenwald.

### 5. Complicité présumée dans des violations du droit international (Gaza)

- Depuis janvier 2024, Palantir a conclu un « partenariat stratégique » officiel avec le ministère de la Défense israélien. Selon The Nation et Le Grand Continent, l'entreprise fournit à Tsahal « des capacités de ciblage avancées » dans sa campagne militaire à Gaza.
- Palantir construit l'environnement cognitif sous-tendant les systèmes de ciblage automatisé Gospel et Lavender (unité 8200 israélienne), dont la logique de « tolérance aux dommages collatéraux algorithmiquement rehaussée » est dénoncée par des enquêtes journalistiques (+972 Magazine).
- L'investisseur norvégien Storebrand a vendu ses parts de Palantir, jugeant ces activités susceptibles de violer le droit international humanitaire. En finançant et renouvelant le contrat DGSI, le gouvernement français valide et légitime une entreprise impliquée dans des opérations militaires faisant l'objet d'enquêtes pour crimes de guerre devant la CPI.

**Conclusion :** La France confie depuis dix ans les données les plus sensibles de son renseignement intérieur à une entreprise américaine fondée par la CIA, alliée à l'administration Trump, impliquée dans des manipulations électorales et dans des opérations militaires contestées au regard du droit international — le tout sans débat public ni contrôle démocratique effectif.

# ANNEXE — SOURCES POUR APPROFONDIR

---

## Articles & enquêtes journalistiques

- **Franceinfo** — "Quatre choses à savoir sur Palantir, le géant américain controversé qui travaille avec la DGSI" (déc. 2025) [franceinfo.fr](https://franceinfo.fr) (déc. 2025)
- **LCP Assemblée nationale** — "Pourquoi le contrat de Palantir avec la DGSI a été reconduit" (mai 2026) — [lcp.fr](https://lcp.fr)
- **Le Grand Continent** — "De l'Iran à la surveillance de masse : la double guerre de Palantir" (mars 2026) — [legrandcontinent.eu](https://legrandcontinent.eu)
- **Le Grand Continent** — "Que sait-on du rôle joué par Palantir à Gaza ?" (oct. 2025) — [legrandcontinent.eu](https://legrandcontinent.eu)
- **SynthMedia** — "La DGSI reconduit Palantir : chronique d'une dépendance assumée" (mars 2026) — [synthmedia.fr](https://synthmedia.fr)
- **Observatoire des multinationales** — "Comment Palantir collabore à la chasse aux migrants aux États-Unis" — [multinationales.org](https://multinationales.org)
- **Médias-Presses.info** — "Le problème Palantir : la France livre-t-elle ses secrets aux États-Unis ?" (2018) — [medias-presses.info](https://medias-presses.info)
- **TRT Français** — "La DGSI renouvelle son contrat : la souveraineté numérique compromise ?" (déc. 2025) — [trtfrancais.com](https://trtfrancais.com)

## Documents parlementaires & institutionnels

- **Sénat** — Question écrite sur le prolongement du contrat DGSI/Palantir (déc. 2025) — [senat.fr](https://senat.fr)
- **Assemblée nationale** — Compte rendu de la mission d'information « Souveraineté numérique » : audition de Palantir France + Olivier Tesquet (Télérama) + Olivier Laurelli (Reflets.info) (mars 2021) — [assemblee-nationale.fr](https://assemblee-nationale.fr) (PDF)
- **IFP (Institut Français de la Presse)** — "Big Data : Palantir, l'augure américain" — [ifp.assas-universite.fr](https://ifp.assas-universite.fr)

## Livre de référence

- **Olivier Tesquet**, *État d'urgence technologique : comment l'économie de la surveillance tire parti de la pandémie*, Premier Parallèle, 2020. L'auteur, journaliste à Télérama spécialisé en surveillance numérique, analyse le rôle de Palantir dans la construction de l'État sécuritaire global.

## Vidéos & podcasts

- **HugoDécrypte** — "La France signe avec Palantir, et fait polémique" (déc. 2025) — [youtube.com](https://youtube.com)
- **HugoDécrypte (podcast audio)** — "Le contrat signé par les services de renseignement qui fait polémique" — [podscan.fm](https://podscan.fm)

## Enquêtes internationales (Palantir & Gaza / droits humains)

- **Association France Palestine Solidarité** — "Les entreprises de surveillance basées sur l'IA se bousculent pour obtenir une part du butin de Gaza" (nov. 2025) — [france-palestine.org](https://france-palestine.org)
- **+972 Magazine** — Enquêtes sur les systèmes de ciblage algorithmique Gospel et Lavender dans la guerre de Gaza — [972mag.com](https://972mag.com)
- **Diploweb** — "Le Cloud Act, trois ans après : révélateur du besoin de souveraineté dans l'espace numérique" — [diploweb.com](https://diploweb.com)